

APPEL A CONTRIBUTIONS

La radio en Afrique au XXIème siècle : mutations et enjeux.

Revue RadioMorphoses

Coordination : Etienne DAMOME (Université Bordeaux Montaigne), Sylvie CAPITANT (Université Paris 1), Nozha SMATI (Université Lille 3)

Alors que le continent Africain a été durablement présenté comme un espace privilégié du média radiophonique, les mutations profondes que connaît le secteur médiatique, en Afrique comme ailleurs, tendent à redéfinir les pratiques, les usages et les modalités de fonctionnement de la radio en Afrique au début de ce XXIème siècle.

Les évolutions sont d'abord structurelles. Le secteur radiophonique, hérité de la libération des ondes des années 1990, est désormais relativement stabilisé. Mais beaucoup de radios, dans leur diversité (commerciales, associatives, publiques, religieuses) restent fragiles et peinent à définir un modèle économique durable dans un contexte de raréfaction des ressources extérieures, de modestie du secteur économique intérieur tout particulièrement dans les pays francophones, et une relance de la concurrence avec les projets d'informations numériques.

Un tiers secteur - qui n'a pas fini de s'inventer – s'est aussi développé. Divers acteurs de la société civile (associations, ONG, groupes religieux) font preuve d'une grande imagination pour couvrir tous les domaines de la vie sociale et culturelle. Des stations communautaires et associatives de toutes sortes contribuent ainsi à rapprocher encore plus la radio des populations et à faciliter son appropriation par les couches les plus populaires des sociétés africaines contemporaines.

Les mutations sont également technologiques. Le processus de numérisation est inconditionnellement en marche. Cependant il est loin d'être uniforme et d'engager le secteur dans sa globalité. Il existe en effet des inégalités parfois très grandes d'accès aux nouveaux équipements à l'échelle régionale, les radios de certains pays étant plus avancées que celles d'autres pays. Ce décalage existe aussi à l'intérieur d'un même pays, l'accès aux nouvelles normes techniques étant favorable à une minorité de promoteurs de radios qui ont les moyens de s'équiper et défavorable à une majorité constituée de promoteurs de radios associatives ou communautaires et de radios privées locales. Les inégalités existent par ailleurs entre les milieux urbains et les milieux ruraux, plus précisément entre capitales/grandes métropoles et le reste des territoires, notamment à cause de l'inégalité au niveau des équipements électriques.

Ces mutations technologiques ont des implications culturelles par la redéfinition du rapport au local qu'elles engendrent. Les TIC renouvellent considérablement aujourd'hui les audiences en donnant aux radios locales une diffusion internationale, grâce à la réception par les membres des différentes communautés linguistiques disséminés dans la diaspora. En même temps, elles renforcent leur ancrage local et identitaire, grâce à une couverture améliorée du territoire. Mais les TIC transforment aussi les formes de participation, le développement de la

téléphonie mobile ayant fait revenir à la radio des publics plus jeunes et plus urbains, tentés par l'écoute en mobilité, et renouvelé les moyens d'une co-construction de contenus médiatiques.

Les usages des TIC et du numérique créent de nouvelles pratiques professionnelles et médiatiques. On peut évoquer les tâches spécifiques liées à la diffusion sur Internet ou sur satellite. Mais il faut surtout noter l'intégration de plus en plus importante du téléphone mobile dans la production et la diffusion de l'information. Si ce nouvel outil « du pauvre » permet aux stations de contourner les limites imposées par le manque de matériel professionnel performant, il pose problème à ceux qui désirent des produits radiophoniques de qualité. Par ailleurs, il semble avoir fragilisé un peu plus la sécurité des journalistes en rendant plus facilement accessibles leurs données privées.

Enfin, les mutations sont aussi de nature sociale et politique. Les radios, malgré la montée en force d'autres outils d'information, sont les médias qui utilisent le plus les langues nationales africaines, se dotant ainsi d'une force de proximité et de diffusion inestimable. Les radios se sont aussi montrées capables d'assurer un rôle capital dans bon nombre de soulèvements populaires récents, les exemples burkinabè et burundais, bien que très différents, en sont une illustration frappante. Aussi dans le contexte post-révolutionnaire au Maghreb, le lancement de nouvelles radios constitue-t-il un levier pour la promotion de la liberté d'expression et du processus de transition démocratique. En Tunisie, la création de radios privées et associatives, soutenues par des organismes nationaux et internationaux, contribue à la diversification du secteur audiovisuel. En dépit des multiples contraintes (juridiques, techniques, économiques, etc.) qui entravent leur fonctionnement, la naissance de ces radios est significative d'autant plus que la culture associative et citoyenne est récente dans ce pays. Le foisonnement de ces médias, acteurs de la transition démocratique et de contre-pouvoir, reflète *in fine* une forte aspiration citoyenne à une information alternative et pluraliste, à une voix dissonante aux médias dominants.

La radio, loin d'être reléguée dans les bois sacrés de la tradition, se renouvelle et s'adapte. Le dossier invite les chercheurs et les professionnels à réfléchir sur les pratiques et les enjeux de ces métamorphoses.

Espaces géographiques

Malgré la diversité des situations, ce dossier s'intéresse à l'Afrique dans sa globalité dans le but de faire apparaître les spécificités sous régionales et parfois même nationales. Les données de l'Afrique du Nord sont autant attendues que celles de l'Afrique subsaharienne. Par ailleurs les exemples des pays anglophones ou lusophones seront particulièrement appréciés, surtout s'ils permettent une comparaison avec ceux de l'Afrique francophone.

Axes thématiques

Ce dossier souhaite interroger chercheurs et professionnels sur toutes ces questions et celles qui leur sont liées à travers cinq axes principaux.

Axe1 : Mutations structurelles, stratégiques et réglementaires

Qu'en est-il de la place de la radio aujourd'hui en Afrique ? Est-elle toujours le média roi ou les autres médias, sociaux ou non, sont-ils en train de la reléguer aux seules zones rurales ? Voit-on se mettre en place des stratégies médiatiques sur le long terme ? Invente-t-on des

modèles économiques viables ? Y a-t-il des formes innovantes de gouvernance en particulier dans les radios du tiers secteur ? La régulation a-t-elle suivi ces évolutions ?

Axe2 : Conséquences sociales, culturelles et juridiques des mutations liées au numérique

Quels sont les exemples de numérisation réussie ? Dans quelle mesure cette évolution pourrait-elle présenter de nouvelles opportunités pour le paysage radiophonique africain et en même temps maintenir l'ancrage local et le lien privilégié avec le public africain ? Quels sont les risques pour la perte d'identité des radios communautaires ? Quelle possibilité pour les radios privées de conserver la main sur leur diffusion dans des pays autoritaires ?

Axe3 : Implications des mutations technologiques sur la réception

Quels publics ? Quelles formes de participation les TIC permettent-elles ? Quelles incidences ont-elles sur l'accès aux contenus informationnels ? Quelles productions citoyennes d'informations enregistre-t-on ? Quels nouveaux usages citoyens de la radio observe-t-on ? Par ailleurs, y a-t-il une réelle amélioration des conditions de réception ? Quelles catégories de la société en bénéficient le plus ?

Axe4 : Transformations des pratiques professionnelles

Quels sont les différents usages et appropriations des TIC en journalisme radiophonique ? Quels impacts ces usages ont-ils sur les pratiques et identités professionnelles ? Y a-t-il des risques pour une information de moindre qualité ? Y a-t-il des risques pour un bon exercice du métier et pour la sécurité personnelle du journaliste radio ? Quels rapports les journalistes entretiennent-ils avec leurs sources et leurs publics ?

Axe 5 : Rôle politique et social des radios ?

Quel rôle des radios dans les crises politiques et sociales ? La place des acteurs radiophoniques dans l'espace public ? Leur capacité à soutenir des débats démocratiques ou alors à renforcer les oppositions ? Leur capacité à faire dialoguer ? Leur capacité à la redevabilité des acteurs politiques et économiques ? Se sont-elles autonomisées de l'approche très prégnante des bailleurs de fonds qui les lient au projet développementaliste ?

Soumission et procédure d'évaluation

L'évaluation sera assurée en double aveugle par le comité de lecture sur la base d'un résumé en français ou en anglais de 3500 signes au format Word comportant un titre, le nom de (des) auteur-e(s), son affiliation universitaire, ses coordonnées complètes. L'auteur précisera la problématique, les objectifs ainsi que quelques références bibliographiques. Les consignes de rédaction et recommandations aux auteurs sont disponibles sur le carnet de recherche *RadioGraphy* : <http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1185/files/2015/07/ICI.pdf>

Les propositions sont à adresser au plus tard le 15 décembre 2015 aux trois adresses suivantes :

etiennedamome@gmail.com ; sylviecapitant@rocketmail.com ; nozha.smati@univ-lille3.fr

Calendrier

15 décembre 2015 : soumission du résumé

15 janvier 2016 : Sélection des propositions et notifications aux auteurs

15 mars 2016 : remise des articles intégraux (entre 30000 et 35000 signes espaces, notes et bibliographie compris)

Comité de lecture

ANTOINE Frédéric, Université Louvain-la-Neuve, Belgique

AMSIDDER Abderrahmane, Université IBN Zohr Agadir, Maroc

ASSOGBA Henri, Université de Laval, Canada

AW Rokaya Eugénie, CESTI, Sénégal.

BART Annie, Université Bordeaux Montaigne, France

CANDEL Etienne, Université Paris 4, France

DA LAGE Émilie, Université Lille 3, France

FAURÉ Laurent, Université de Montpellier, France

FRÈRE Marie-Soleil, Université de Bruxelles, Belgique

GAZI Angeliki, Université de Limassol, Chypre

GUAYBESS Tourya, Université de Lorraine, France

KIYINDOU Alain, Université Bordeaux Montaigne, France

MEYER Vincent, Université de Nice Sophia Antipolis, France

SANTOS SAINZ Maria, Université Bordeaux Montaigne, France

STARKEY Guy, Université de Sunderland, Royaume-Uni

ZAMIT Fredj, Université de la Manouba, Tunisie